



Conseil économique et social

Distr. générale
9 décembre 2013
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme Cinquante-huitième session

10-21 mars 2014

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la session extraordinaire
de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes
en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement
et paix pour le XXI^e siècle » : réalisation des objectifs
stratégiques, mesures à prendre dans les domaines
critiques et nouvelles mesures et initiatives

Déclaration présentée par Passionists International, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution [1996/31](#) du Conseil économique et social.



Déclaration

Passionists International est membre du Groupe de travail des ONG sur la situation des petites filles.

L'organisation se félicite des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, mais elle demande instamment que des mesures plus audacieuses soient prises dans les domaines qui touchent la vie des femmes et des filles. Selon le rapport de 2013 sur les objectifs du Millénaire pour le développement et les observations de nos membres engagés dans différents ministères à travers le monde, les femmes et les filles constituent encore la vaste majorité de ceux qui vivent dans la pauvreté. Les filles ont plus de chances de ne pas être scolarisées que les garçons dans les groupes d'âge du cycle primaire et du premier cycle de l'enseignement secondaire. La plupart des décès maternels sont évitables, mais les progrès dans ce domaine sont insuffisants. Que ce soit dans la sphère publique ou privée, dans des postes de décision les plus élevés au sein du gouvernement ou dans les ménages, les femmes continuent de se voir refuser la possibilité de participer sur un pied d'égalité à la prise de décisions qui touchent leur vie.

Les membres de Passionists International partagent de graves préoccupations au sujet de la violence perpétrée par la traite des femmes et des enfants, le viol, le mariage d'enfants, les mutilations génitales féminines et autres pratiques néfastes, les crimes d'honneur, la pornographie, le harcèlement sexuel et la violence familiale. Ces formes de violence peuvent être dissimulées ou commises au vu et au su de tous. Elles se produisent au foyer, sur le lieu de travail, à l'école, dans les transports publics et partout où des filles se trouvent ou sont isolées. Elles sont aussi « clandestines », emprisonnant des femmes et des filles dans des formes horribles d'exploitation sexuelle, d'esclavage et de servitude. En temps de catastrophe naturelle et de conflit militaire, les femmes et les filles sont extrêmement vulnérables à la violence. Cette situation ne saurait être tolérée. Aux côtés de beaucoup d'autres, nous nous engageons à mener des activités d'éducation et de sensibilisation, à faire campagne pour mettre fin à l'impunité des auteurs d'actes de violence et à répondre aux besoins des femmes et des filles qui sont victimes de violence et veiller à ce qu'elles obtiennent réparation.

Passionists International voudrait mettre en lumière les conditions observées dans lesquelles vivent les femmes et les filles que nous desservons en Argentine, en Australie, en Irlande, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux États-Unis d'Amérique, en particulier en ce qui concerne les objectifs du Millénaire pour le développement et la violence à l'égard des femmes et des filles.

En Argentine, les femmes et les filles autochtones sont victimes d'inégalités à plus d'un titre en raison de leurs conditions d'autochtones, de femmes et de pauvres. Ces femmes sont aussi exposées au risque de grossesse précoce et de prostitution. L'état de pauvreté auquel elles sont confrontées et leur sentiment d'impuissance conduisent à cette réalité. Nombre d'entre elles éprouvent un fort sentiment d'appartenance à leur collectivité et ont du mal à briser ce cycle. Or, leurs possibilités d'éducation s'en trouvent limitées. Les femmes et les filles en Argentine pâtissent également de la traite des êtres humains aux frontières du pays, un problème sur lequel les autorités restent muettes. Nos membres indiquent que certaines jeunes filles de zones urbaines pauvres, séduites par des promesses d'emplois, disparaissent régulièrement, mais elles sont sans doute des victimes de la traite.

En Australie, nos membres signalent que si certains progrès vers l'égalité des chances pour les femmes ont été accomplis dans le domaine de l'éducation, les barrières linguistiques et le problème d'ajustement culturel continuent de limiter la capacité de nombreuses femmes à bénéficier de toutes les possibilités existantes. Les inégalités entre les sexes et les préjugés sexistes perdurent dans l'emploi. Le nombre de femmes dans des postes de direction et de prise de décisions est à la traîne dans de nombreux secteurs, notamment dans celui de la représentation gouvernementale. Dans le domaine de la santé, des progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ont été enregistrés en matière de santé maternelle des jeunes filles et des autochtones. Toutefois, la pauvreté et l'itinérance persistent, ainsi qu'une forte dépendance alimentaire envers les organismes de bienfaisance. Nos membres signalent que les mères célibataires en particulier sont aux prises avec des réductions de prestations d'aide sociale et que les réfugiés et les demandeurs d'asile se heurtent à de nombreux obstacles socioéconomiques.

L'Australie étant devenue un pays multiculturel et multiconfessionnel, il est d'autant plus nécessaire d'éduquer les femmes et les filles au sujet de leurs droits et de renforcer leur autonomie. Bien que les mariages arrangés des jeunes filles, les crimes d'honneur, les mutilations féminines et le traitement des femmes comme des citoyennes de deuxième classe ou pire soient illégaux, on soupçonne que certaines de ces coutumes subsistent dans l'intimité des foyers. D'une manière générale, l'incidence de la violence conjugale et familiale est élevée, mais la situation s'est améliorée depuis l'introduction du signalement obligatoire et la stigmatisation a diminué. Il est permis d'espérer qu'une formation continue et des activités de plaidoyer vigilantes contribueront à faire évoluer les attitudes et les comportements.

En Irlande, nos membres signalent que des femmes et des filles sont « importées » aux fins de prostitution, sous prétexte d'obtenir un emploi. Ils sont conscients que le défi de rejoindre ces femmes est de plus en plus difficile en raison de la nature plus cachée de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Au cours de la décennie écoulée, l'Irlande serait devenue une route de transit et un point de destination pour le trafic sexuel, une partie d'un réseau international s'étendant à l'Europe de l'Est, l'Amérique du Sud et l'Afrique.

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, la population éprouve d'énormes difficultés à soutenir le rythme de la technologie, de l'industrie, de l'alphabétisation et des modes de vie modernes devant le développement rapide. On constate des tensions entre la culture traditionnelle et le modernisme, les traditions religieuses et laïques, ainsi que celles qui se dégagent du paradigme dominant centré sur les hommes dans les institutions et la société. Les femmes et les filles font face à de graves difficultés dans les secteurs du développement des ressources et de l'environnement, la santé, l'emploi et les conditions économiques.

Il est fait état de préjugés sexistes persistants dans les attitudes culturelles à l'égard des femmes et des filles, en particulier par rapport à l'éducation et l'emploi des filles, ainsi qu'à la possibilité pour les femmes d'accéder à la représentation politique et de participer à la prise de décisions et à la direction des affaires publiques. Elles demeurent vulnérables dans une société qui n'a pas apporté les changements politiques nécessaires. Malgré l'adoption de nouvelles législations, l'expérience sur le terrain parle de corruption et de désintéressement dans l'exécution des politiques relatives aux droits des femmes.

S'agissant des objectifs du Millénaire pour le développement, l'Organisation mondiale de la santé signale que la Papouasie-Nouvelle-Guinée accuse encore des taux élevés de mortalité maternelle et infantile, de violence sexiste et d'inégalité des sexes, des risques accrus en matière de sécurité sanitaire en raison de nouvelles maladies transmissibles et un accès inadéquat à l'eau potable et à des services d'assainissement pour d'importants groupes de la population. Les femmes et les filles sont les principales victimes d'un système corrompu, défaillant et dysfonctionnel.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée a introduit l'éducation primaire et secondaire obligatoire, mais pour y parvenir de façon adéquate, il importe d'améliorer le financement et de faire évoluer les mentalités à l'égard de l'éducation des filles. Les femmes et les filles continuent d'assumer le fardeau familial dans un contexte de pauvreté et des conditions difficiles, souvent en effectuant des travaux de subsistance pour joindre les deux bouts au sacrifice de leur éducation. On constate toutefois que les femmes instruites parviennent petit à petit à obtenir des emplois très bien rémunérés dans les secteurs public et privé.

Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a servi de tremplin efficace pour la cause des femmes en Papouasie-Nouvelle-Guinée. L'appui reçu de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing a permis au mouvement en faveur des droits des femmes de gagner en intensité. En dépit des initiatives politiques, la Papouasie-Nouvelle-Guinée n'a pas été en mesure de réaliser les objectifs en matière de représentation législative ou de protection contre la violence.

Aux États-Unis d'Amérique, on observe certains progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, mais les écarts de salaire et les signalements de préjugés sexistes existent toujours. La représentation des femmes dans les organes législatifs nationaux demeure également faible.

En accord avec le rapport du Département d'État des États-Unis sur la traite des personnes, nos membres notent que la vulnérabilité des immigrants aux diverses formes de violence et d'exploitation est particulièrement élevée en raison des mauvaises conditions économiques, de l'isolement social et de leur statut de sans-papiers. Nos membres ont observé que dans de telles situations, les femmes et les filles deviennent facilement victimes de groupes criminels organisés et sont entraînées dans la prostitution et d'autres activités illicites par des promesses de revenu ou par suite de menaces mettant leur vie en danger ou celle de leur famille ou par crainte d'être dénoncées auprès des services d'immigration si elles tentent de s'enfuir.

Les filles qui sont victimes de violence ou font des fugues constituent une population vulnérable à l'exploitation sexuelle. Leur vulnérabilité est aggravée par une application inégale des lois et une criminalisation pure et simple des victimes. Dans son rapport de 2013 sur la lutte contre l'exploitation commerciale et la traite de mineurs à des fins sexuelles aux États-Unis, l'Institute of Medicine and National Research Council demande à toutes les juridictions d'élaborer des lois et des politiques visant à réorienter les jeunes victimes et les survivants vers des systèmes, des organismes et des services à même de répondre à leurs besoins, sans recourir à l'arrestation et aux poursuites.

Notre participation à la cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme nous a permis de prendre conscience de la nécessité de faire

preuve de vigilance dans le domaine de la responsabilité sociale de l'entreprise, notamment par l'adoption de politiques et de pratiques incluant une tolérance zéro à l'égard des employés qui achètent des services sexuels et l'obligation de former les employés afin de les sensibiliser au problème et de leur donner les moyens d'identifier et de signaler tous comportements présumés de traite.

Passionists International, reflétant le point de vue de ses membres locaux, souscrit à la position de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU-Femmes), selon laquelle il serait approprié d'établir un objectif de transformation distinct sur l'égalité des sexes, les droits et l'autonomisation et d'y inclure la protection contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles. Dans les pays développés comme l'Australie, l'Irlande et les États-Unis, les objectifs du Millénaire pour le développement, bien que satisfaisant aux objectifs actuels, ne traitent pas de la violence et de la vulnérabilité des femmes dans ces pays. Dans le même ordre d'idées, l'expérience de nos membres dans ces pays fait ressortir l'incapacité des objectifs du Millénaire pour le développement à répondre aux besoins des communautés d'immigrants, qui constituent une population vulnérable, exploitée et maltraitée. L'Argentine et la Papouasie-Nouvelle-Guinée font la démonstration que l'absence d'un objectif distinct entrave la capacité d'un pays à progresser dans les initiatives en matière d'égalité des sexes des objectifs du Millénaire pour le développement. En résumé, la proposition d'ONU-Femmes indique que la communauté internationale reste la mieux à même de promouvoir la cause de l'égalité des sexes dans le monde.
